

LIBYE

Un scrutin nébuleux

Maryline Dumas

Les Libyens éliront samedi leur Assemblée constituante. Moins de neuf mois après la mort de Mouammar Kadhafi, la Libye fait un pas dans sa reconstruction. Et comme tous les premiers pas, il n'est pas simple.

La démocratie est un concept qui s'apprend. Telle pourrait être la leçon de ce premier suffrage qui a lieu depuis 1969 en Libye. Samedi, les Libyens sont appelés à élire leur Congrès National, équivalent d'une Assemblée Constituante. Si la plupart se réjouissent à l'idée de glisser un bulletin dans une urne, les critiques restent nombreuses. Et pour cause : scrutin compliqué, campagne très courte, corruption, protestations à Benghazi, les dysfonctionnements ne manquent pas.

« Ils ont pris le système le plus compliqué possible pour ne pas avoir à imposer une décision », explique un expert international. En effet, chaque district a eu le choix du mode de scrutin. Celui-ci peut ainsi être majoritaire dans une circonscription et proportionnel dans une autre. De plus, certains Libyens devront voter deux fois, pour élire un candidat indépendant et une liste issue d'une entité politique reconnue, alors que d'autres ne voteront qu'une fois, pour un « sans étiquette » ou une organisation. Sur les 200 sièges de députés, 120 sont réservés aux premiers. Le

Conseil national de Transition (CNT), dont les membres n'ont pas le droit de se présenter, a fait ce choix afin de ne pas donner une majorité politique à ce parlement.

Une porte ouverte à la corruption

Mohammed Arab, second de la liste l'Institution de la Djebel Nefoussa (région montagneuse au sud-ouest de la capitale) dans le quartier Hai Al-Andalus à Tripoli, approuve : « Cette étape n'est pas celle d'une mise en place d'une politique, concernant l'éducation, la santé ou l'agriculture, mais celle de la fondation de l'Etat. » Si cette Assemblée Constituante devra nommer le comité chargé de rédiger la future Constitution, Mohammed Arab semble oublier qu'elle devra aussi désigner un nouveau gouvernement. Celui-ci dirigera le pays pendant 12 à 18 mois, le temps que la Constitution soit adoptée par référendum.

Cette volonté de ne pas créer une forte majorité est de toute façon mise à l'épreuve. Le gouvernement ayant choisi de ne pas financer les campagnes électorales, la porte est ouverte aux tentatives de corruption. Rafik Al-Gdhan, candidat indépendant lui aussi dans la circonscription de Hai Al-Andalus, reconnaît : « On m'a proposé de l'argent contre un soutien intégral à l'Assemblée une fois élu ».

Lorsqu'on lui demande les noms, le Libyen aux cheveux gominés sourit : « Je peux juste vous dire qu'il y a deux partis qui m'ont contacté ». Alamin Belhaj, responsable de la campagne pour le parti islamiste « Al Adala wa bina » (partie de la justice et du développement, proche des Frères musulmans) assume, lui, totalement le mélange des genres : « Oui, nous avons des candidats parmi les individuels. » Son parti affirme avoir 150 candidats, alors que seulement 73 se trouvent sur une liste politique. Le membre du CNT précise aussitôt, sourire au coin : « La loi ne l'interdit pas, comme c'était le cas en Egypte. » Amal Taher Elhaj, candidate indépendante à Tripoli, a, elle, connu une approche différente : « On m'a proposé de l'argent pour que je dise à mes électeurs de voter pour telle ou telle liste politique. »

Mais pour Alamin Belhaj, le problème est ailleurs : « Cette élection reste au niveau du jardin d'enfants. La plupart des candidats ne sont pas qualifiés. Certains ne mènent même pas campagne. J'ai même rencontré un candidat qui ne savait pas que, s'il était élu, il devra être présent à l'Assemblée. »

Même son de cloche du côté d'Abeir Imneina. Cette féministe, seconde, à Benghazi, de la liste de « Al-Jabha Al Wataniya » (Front National) - organisation connue depuis les années 80 pour son opposition à Kad-

hafi -, se réjouit de l'obligation faite aux entités politiques d'instaurer la parité hommes-femmes. Mais celle qui refuse de porter le voile reconnaît qu'il y a un problème : « Il y a des gens, des femmes très éduquées qui se présentent. Des ingénieures, des médecins, mais elles ne savent rien de l'Assemblée. Certains partis sont venus chercher des femmes, sans rien leur expliquer, juste pour remplir les quotas. Une candidate d'un parti m'a même demandé ce que c'était qu'une liste. »

3.707 candidats et vote tribal

Si les candidats sont perdus, les électeurs le sont aussi. La campagne électorale n'ayant été lancée que le 18 juin, les 2,7 millions de Libyens inscrits sur les listes électorales - parmi les 3,5 en âge de voter -, n'ont eu que trois semaines pour se décider. Et ils avaient l'embarras du choix : 130 entités politiques - les partis politiques n'ont pour le moment pas d'existence légale - ont été reconnues par la Haute Commission nationale en charge des élections. Au total, 3.707 personnes se sont portées candidates à la députation : 2.501 sur une liste politique et 1.206 sans étiquettes. « Il y a plus de 100 candidats dans ma circonscription pour six sièges », raconte Mohammed Arab qui ne se fait guère d'illusion sur sa future élection.

Pléthore de candidat-e-s
pour la députation
à l'Assemblée constituante.
Mais représentera-t-elle
réellement les aspirations
des Libyen-ne-s ?



PHOTO : MARYLINE DUMAS

Dans les rues de Tripoli, les affiches ont envahi les bords de route et les ponts, recouvrant parfois les photos des martyrs de la Révolution ou les caricatures de Mouammar Kadhafi. Khari Benmiloud est un électeur dépassé devant ce flot de prétendants.

Après avoir vécu dix ans en France, il a une autre idée d'une campagne électorale : « On parle beaucoup de l'élection, il y a des affiches, mais aucun débat. » S'il se dit enthousiasmé par cette première élection, le Libyen envisage de voter blanc : « Je n'ai pas assez d'informations pour voter pour quelqu'un ou pour un parti ». Moatas, étudiant ingénieur, lui n'est pas certain d'aller voter : « Je n'irai que si je connais bien le CV de la personne. J'ai trop peur de voter pour quelqu'un qui a travaillé pour Kadhafi. Il nous faut des personnes honnêtes pour reconstruire le pays ».

La solution pour certains pourrait être de voter par le bouche à oreille ou pour un membre de la même tribu. Mohammed Arab fait campagne ainsi : « Nous avons tous crédité nos portables de 100 dinars (environ 62 euros) et nous avons appelé toutes nos connaissances pour leur dire : « Je fais campagne, alors fais ton travail, parles-en autour de toi ». En Libye, cette façon de mener sa campagne ne choque personne. « Le vote tribal devrait bien fonctionner dans notre pays », assure Ahmed Agatash,

docteur en sciences politiques à l'Université de Tripoli. « Et je ne vois pas où est le problème. C'est normal, tu votes pour quelqu'un qui va défendre tes droits. » De toute façon, il semble difficile de faire son choix selon les idées défendues. « Reconstruire une nouvelle Libye », « Un pays juste », « Paix et unité » : voilà ce que répètent à l'envi les candidats. Le seul débat réside sur la place à accorder à la Charia (loi islamique) dans la constitution. Ce sont justement les formations islamistes, bien implantées dans la vie sociale, qui pourraient tirer profit de ce possible vote de proximité.

Benghazi toujours rebelle

A Benghazi, à l'est, l'ambiance n'est pas au choix mais à la contestation. En cause ? La décision du CNT d'accorder 100 sièges du Congrès National à l'ouest, 40 au sud et 60 à l'est. Cette répartition, calculée selon la proportion d'habitants, ne passe pas : le berceau de la Révolution du 17 février 2011 se sent mis de côté. Et menace. Dimanche dernier, une centaine de manifestants ont attaqué le bureau de la commission électorale, détruisant urnes et documents. « Les affiches des candidats ont été abîmées et certains disent qu'ils voleront les urnes », explique Abeir Imneina.

Imbarak Al Nahoui n'ira pas jusque-là. « Je n'irai pas voter. Je ne

veux pas donner de légitimité à une assemblée telle que celle-ci. Et je ne suis pas le seul », explique l'ancien révolutionnaire. Ahmed, lui, hésite : participera-t-il ou non ? A 22 ans, il a perdu l'usage de trois doigts pendant la Révolution. S'il va voter, cet ancien combattant choisira une liste qui défend un Etat fédéral : « Tripoli a tout. Kadhafi n'a rien donné à Benghazi. Et rien a changé depuis. » Imbarak approuve : « Il n'y a pas d'infrastructure à Benghazi. Toutes les routes sont cassées, alors qu'à Tripoli elles sont en bon état. » Pour Abeir Imneina, ces jeunes se trompent de combat : « Il n'y aura pas d'occasion d'évoquer chaque ville à l'assemblée. C'est de la Libye dans son ensemble dont il est question. »

Malgré toutes ces questions en suspens, les Libyens se tournent vers l'avenir. « Ils comptent les heures avant le vote. Ils sont comme une personne assoiffée qui aperçoit quelqu'un avec de l'eau au coin de la rue », sourit Abdelhakim Belhadj fondateur du parti islamique « El-Watan » (la Patrie). Le héros de la libération de Tripoli qui a démissionné en mai de son poste de chef militaire de la capitale est confiant. Si la Libye a connu quelques regains de violence ces dernières semaines (attaque d'un convoi britannique, du consulat américain à Benghazi, problèmes tribaux...), rien ne devrait entâcher le scrutin selon lui.

A 32 ans, Salsabit Salem Zeguan est un jeune électeur enthousiaste : « C'est une nouvelle étape pour notre pays. Il y a plein de partis et nous avons le choix ! » Ce jeune Tripolite est ravi d'exhiber cette brochure qui ne le quitte plus : « Elle explique comment il faut voter. Regardez, il y a 14 étapes. Par exemple, il faut venir avec une carte d'identité sinon, on ne vote pas. Et ils vérifieront que je n'ai pas d'encre sur le doigt, ce qui voudrait dire que j'ai déjà glissé un bulletin dans l'urne. Il faut aussi n'avancer que un par un et laisser un peu de distance... Je trouve ça bien, pas vous ? » Voter, cela s'apprend.

Nächste Woche:

Eine milde Gabe

In den USA wird der Wahlkampf von reichen Spendern finanziert, und auch in Luxemburg wird das Parteispendengesetz neu unter die Lupe genommen.